

BIANCA

---

Note de délibération : 20 / 20

---

Numéro d'inscription

Né(e) le

Nom

Prénom (s)

Signature

B I A N C A

20 / 20

ecricome

Épreuve : HGGMC

Sujet  1 ou  2  
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille  1 /  4

Numéro de table 003

Sujet: Construire une Europe de la défense depuis les années 1950

Questions :

1) Les niveaux de dépenses publiques consacrées à la défense sont très inégaux entre les pays de l'UE allant de 3,9% pour la Pologne (au dessus des 2% demandés par D. Trump) jusqu'à 0,3% du PIB pour l'Irlande. Ces écarts s'expliquent par des ambitions différentes des pays, qui n'ont pas les mêmes objectifs en terme d'armement. En effet, une série d'articles publiés par Le Monde, du 24 au 28 mars 2025, intitulée « Guerre, paix et défense en Europe » illustre ces différences en montrant les différentes mesures prises par les pays européens après l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022. Tandis que certains cherchent à développer leur défense à l'instar de la Pologne qui souhaite former la plus grande armée de terre, d'autres restent neutres comme l'Allemagne (1,6%) et d'autres ne voient pas l'intérêt de développer leur défense.

2) Le document 2 souligne l'absence de grandes entreprises européennes d'armement à l'échelle mondiale.

En effet, on trouve seulement 3 entreprises de défense européenne sur les 20 premières, sans compter BAE Systems qui provient du Royaume-Uni (qui a quitté l'Europe en 2020). Ainsi Leonardo, Airbus et Thales sont les seules entreprises de défense européennes qui ont un certain poids à l'échelle mondiale tandis que les États-Unis en ont 9 et la Chine 6. Le document reflète donc le manque de développement et de financement de grandes entreprises de la défense européennes capables de rivaliser avec les géants américains et chinois. De plus, le classement est largement dominé par les États-Unis dont le budget militaire était de 858 milliards de \$ en 2024 (1<sup>er</sup> budget mondial), mais suivi par la Chine avec 270 milliards de \$ de budget militaire, rappelant ainsi le manque de financement des pays européens.

3) De nombreux pays européens achètent leurs armes aux États-Unis, du fait du « parapluie américain ». Par exemple, l'Allemagne a acheté des F-35 aux États-Unis au lieu des Rafales Français car elle bénéficie du « nucléaire partagé » (l'Italie et le Pays-Bas amis en font partie). Mais cela n'est pas l'unique facteur, la France vend également de nombreuses armes à l'étranger notamment à des pays du Sud à l'instar de l'Inde qui développe son armée et achète des Rafales et autres armes françaises. Ce facteur combiné à une faible dépense des pays européens dans la défense explique l'écart visible sur le doc.

## Dissertation : Construire une Europe de la défense depuis 1950

Le vendredi 28 Mars 2025, l'Eurobaromètre du Parlement européen a dévoilé que 66% des européens souhaitent que l'Europe développe sa défense pour la sécurité des pays européens. Ce chiffre rejoint les conclusions d'une enquête menée par Le Grand Continent, « Eurobazooka » (Quelle défense pour l'Europe?) - ayant interrogé des européens dans 9 États membres - montrant que deux-tiers des européens souhaitent le développement d'une Europe de la défense tandis que seulement 10% pensent que l'Europe peut encore compter sur la protection américaine. Ces deux documents illustrent les inquiétudes actuelles des européens sur leur sécurité et interrogent la capacité des pays à se défendre.

Formée par le traité de Rome en 1957, la Communauté Economique Européenne (CEE) constitue la première étape de la formation de l'Union, qui devient l'Union Européenne en 1992 à la suite du traité de Maastricht. L'Europe ne caractérise par un ensemble d'acteurs aux poids économiques et géopolitiques variables. En effet, on trouve des puissances mondiales (France, Allemagne), des puissances moyennes (Italie, Espagne), des puissances intermédiaires (Pays-Bas, Finlande, Danemark) et des puissances régionales voire secondaires (Pologne, Roumanie). L'Union Européenne est constituée de 27 membres depuis le départ du Royaume-Uni en 2020. Cette Union s'est largement formée sous l'impulsion américaine. En effet, après les deux guerres mondiales, les pays européens sont détruits et aidés par les États-Unis via le Plan Marshall

qui nécessite la mise en place de la CEEA et le UEP pour répartir les aides. Lors de la Guerre Froide (1947-1991), le «panspluie américain» se met en place notamment à travers la mise en place de l'OTAN (1949) et son «article 5». Cette idée de former une Europe de la défense, c'est-à-dire développer une capacité à se défendre à l'échelle européenne face aux risques extérieurs que ça soit sous la forme d'une armée européenne commune, d'une organisation entre les différentes armées des pays membres ou encore une vision stratégique partagée, est déjà présente lors de la guerre froide comme l'illustre le plan Pleven 1954 (qui est un échec). Notons cependant que la définition même «d'Europe de la défense» a des contours flous tant les ambitions des membres divergent. Après la fin de la Guerre Froide les pays européens n'ont pas cherché à approfondir une Europe de la défense dans un contexte de «fin de l'histoire» (Francis Fukuyama, la Fin de l'Histoire et le Dernier Homme, 1992) et face à «l'hyperpuissance américaine» (Hubert Véchine) des années 1990 qui est alors «gendarme», «médiateur» et «bienfaiteur» du monde. Pourtant, depuis quelques années et surtout depuis l'invasion de l'Ukraine, la question de la construction d'une Europe de la défense revient au centre des enjeux. Notamment avec l'ambition d'Ursula Van der Layen de rendre l'Europe plus «géopolitique» («plus verte, plus numérique et plus géopolitique»). De plus, face à la «dérive des continents» entre les États-Unis et l'Europe, la protection américaine n'est plus assurée.

Dès lors, la construction d'une Europe de la

Numéro d'inscription

Né(e) le

Nom

Prénom (s)

Signature

B I A N C A

20 / 20

ecricome

Épreuve : HGGMC

Sujet  1 ou  2  
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille  2 /  4

Numéro de table  0  0  3

défense n'est-elle pas inénigme, l'Europe étant une « puissance douce » ? Ou bien, la possible fin du « parapluie américain » (Hubert Védrine) et le « retour de la guerre » (Thomas Gomart) sont-ils suffisants pour pousser les pays européens à développer une défense commune ?

Force est de constater que l'Europe s'est construite sur un modèle de puissance plus douce et sur une forme de refus de la violence et donc de défense (I). Cependant, depuis le « retour de la géopolitique » (Walter Russell Mead) et l'éloignement des États-Unis, le besoin d'une Europe de la défense revient au cœur des débats (II). Pour certains, une Europe de la défense demeure inénigme tandis que pour d'autres, elle est possible (III).

L'Europe s'est construite sur un modèle de puissance plus douce, ce qui explique sa défense limitée actuelle. Certes, depuis les années 1950, l'Europe cherche à mettre en place une forme de politique de défense (A). Cependant, les valeurs qui fondent le compromis européen ne semblent pas en accord avec une puissance militaire (B). Les acteurs au sein de l'Europe n'ont pas les mêmes ambitions militaires ce qui entrave le développement

d'une Europe de la défense (C).

Depuis les années 1950, l'Europe cherche à mettre en place une forme de politique de défense mais cette dernière demeure limitée. Dès 1954, l'Europe cherche à développer une armée commune à travers le Plan Pleven sous l'impulsion de la France. Cependant le Plan est un échec et les pays européens sont déjà membres de l'OTAN (1949). Après cet échec, de nombreux traités mettent progressivement en place des politiques de sécurité et de défense. À travers la PESC (Politique étrangère et de sécurité commune), la PESD (Politique étrangère de sécurité et de défense) et finalement la PSDC (politique de sécurité et de défense commune) qui remplace la PESD lors du traité de Lisbonne de 2007 et met en place l'article 47.3 (assistance mutuelle) et un Haut représentant de la PSDC. Les autres politiques ont été mises en place lors du traité d'Amsterdam (1997) et de Nice (2001). Le traité de Saint-Malo approfondi également la coopération militaire entre le Royaume-Uni et la France. Cependant, la volonté de certains pays européens (Finlande) d'intégrer l'OTAN révèle une confiance inférieure dans l'article 47.3 contre l'article 5 de l'OTAN.

Les valeurs qui fondent le compromis européen ne semblent pas en accord avec une puissance martiale, l'Union Européenne étant comme «Vénus» (Robert Kaplan). Selon

Nicola Gnesotto « la revendication d'une Europe de la puissance choc ». En effet dans Relations internationales: Une perspective européenne, Mario Telò montre que l'Europe s'est constituée sur le refus de la puissance militaire et donc le refus de construire une défense. Il montre que l'Europe, par l'absence de défense, revendique des idéaux de paix et de démocratie. C'est ainsi ce que souligne Jeremy Rifkin dans Le règne européen (2005), selon lui l'Europe est un modèle de la gouvernance mondiale et suit le modèle de « paix perpétuelle » de KANT. Ainsi, l'Europe serait une puissance douce ou encore « normative » (Ann Bradford) mais pas une puissance militaire.

Les acteurs au sein de l'Europe n'ont pas les mêmes ambitions de défense ce qui entrave le développement d'une Europe de la défense. La part du PIB investi dans le budget militaire de chaque pays met en lumière ces différences. D'un côté, des pays européens qui consacrent plus de 2% de leur PIB pour la défense (Pologne: 3,9%, Grèce: 3%). De l'autre, des pays qui consacrent très peu de leur PIB (Luxembourg: 0,7%, Autriche: 0,7%, Irlande: 0,3%). Et entre les deux des dépenses publiques modérées (France: 1,9%, Bulgarie: 1,8%, Croatie: 1,8%) qui atteignent presque la demande de 2% de D. Trump. Les ambitions divergent comme le souligne Zbigniew Brzezinski « avec l'Europe la France cherche la réincarnation, l'Allemagne la rédemption ». Dans La France est-elle toujours une grande puissance?, Pascal Boniface montre que l'Allemagne, de part son histoire, refuse l'idée de puissance militaire. Il utilise

l'allégèreté du jeu de Carino qui s'interdit l'entrée par peur de l'usage qu'il pourrait en faire.

L'Europe s'est donc construite sur un modèle de puissance douce, évoluant sous la protection des États-Unis et de l'OTAN. Cependant, dans un entretien pour The Economist, Emmanuel Macron déclare que « l'OTAN est en état de mort cérébral » et que selon Donald Trump « l'OTAN est obsolète », laissant alors l'Europe dans une position difficile pour sa propre défense.

Depuis le « netan de la géopolitique » (W.R. Mead) et l'éloignement des États-Unis qui assurait la défense de l'Europe, la nécessité d'une Europe de la défense est de plus en plus visible. La défense de l'Europe est assurée par le « parapluie américain » depuis la Guerre Froide (A). Toutefois, depuis l'arrivée de l'administration Trump qui a « mis K.O en quelques mois la doctrine d'Occident » (Isabelle Lanene), l'Union Européenne cherche à développer sa défense (B). L'Europe cherche alors à mettre en place des stratégies pour se réarmer face à une possible fin de l'alliance historique avec les États-Unis (C).

L'Europe a longtemps été protégée par le « parapluie américain » depuis la Guerre Froide. En effet, malgré la mise en place de la PESC, la PESD et de la PSDC l'Europe s'est toujours appuyée sur la puissance militaire américaine en témoigne le maintien de l'OTAN après la Guerre Froide alors que le Pacte de Varsovie (1955) a pris fin. La position de « gendarme », « médiateur » et « bienfaiteur » des États-Unis pendant les années 1990

Numéro d'inscription

Né(e) le

Nom

Prénom (s)

Signature

B I A N C A

20 / 20

ecricome

Épreuve : HGGMC

Sujet  1 ou  2  
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille  3 /  4

Numéro de table  0  0  3

est visible à travers ses interventions en Europe, qui ne parvient pas à régler les conflits en Bosnie et au Kosovo. Les Accords de Dayton (1995) montrent l'incapacité de l'Europe de résoudre le conflit et la dépendance aux États-Unis comme «gendarme». Alors que les États-Unis dépensent 858 milliards de \$ pour leur défense face aux pays européens qui ont du mal à dépasser la barre des 2%, un sentiment d'abus a commencé à se développer aux États-Unis à l'égard de l'Europe.

Depuis l'arrivée de Donald Trump au bureau ovale, de plus en plus hostile à l'Europe, l'Union Européenne cherche à développer sa défense. Certes, l'invasion de l'Ukraine par la Russie (24 février 2022) a entraîné un retour des États-Unis sur le territoire européen pour participer à la défense de l'Ukraine. Cependant, Donald Trump est de plus en plus hostile vis-à-vis de l'Europe et « a mis K.O la notion d'Occident » (Isabelle Lassene). En effet, face à un Occident de plus en plus fracturé, la construction d'une Europe de la défense semble indispensable. L'Union Européenne a réaffirmé son plan «ReArm EU» qui vise à augmenter les capacités militaires des pays européens.

L'Europe cherche alors à mettre en place des stratégies pour se réarmer pour faire face à ce changement de paradigme majeur. Le désarmement de l'Europe aurait été un « suicide stratégique » et nécessite aujourd'hui une action concrète. Même avant le deuxième mandat de D. Trump, Emmanuel Macron évoquait une « souveraineté européenne » lors du discours de la Sorbonne en 2017. Face aux enjeux actuels les pays européens augmentent leur budget militaire. De plus, les pays cherchent à investir davantage dans les entreprises mondiales de défense européennes à l'instar de Leonardo, Airbus et Thales.

Alors que l'Europe cherche aujourd'hui à développer sa défense certains discours remettent en question la réalité de ses ambitions tandis que d'autres pensent qu'une Europe de la défense est possible.

D'un côté une Europe de la défense peut sembler inénigme mais d'un autre, l'Europe possède des atouts incontestables qui pourraient faire d'elle une puissance militaire. La guerre en Ukraine a constitué un tournant majeur pour l'Europe de la défense, illustrant ses capacités géopolitiques (A). Cependant, pour certains spécialistes une Europe de la défense est difficile à envisager et paraît même être néfaste aux européens (B). Néanmoins,

développer la défense de l'Europe semble nécessaire dans un contexte « d'affaiblissement du monde » (T. Gomant).

La guerre en Ukraine a constitué un tournant majeur pour l'Europe de la défense, illustrant sa capacité à être un acteur géopolitique. Dans « l'aquis, le requis et l'indécis de l'Europe géopolitique », Le Grand Continent (2023), Zaki Raziqi montre qu'avec le soutien majeur accordé à l'Ukraine par les pays européens, l'Europe s'affirme enfin comme un acteur géopolitique important. Ainsi, selon lui, la construction d'une Europe de la défense est possible. Cependant, il montre également que « l'indécis » peut porter préjudice à une possible Europe de la défense et que l'Union Européenne doit mettre en place rapidement des mesures avant qu'il ne soit trop tard. En effet, Thomas Guénolé dans Le Choix des Empires au XXI<sup>ème</sup> siècle (2025) montre qu'il existe un Empire américain, un Empire asiatique et un Empire oriental. Selon lui, si l'Europe ne parvient pas à devenir un Empire, c'est-à-dire à développer une défense commune, l'Europe sera écrasée par les autres Empires.

Cependant, pour certains spécialistes une Europe de la défense est difficile à envisager et pourrait même être néfaste aux européens. En effet, pour certains une Europe de la défense et une Europe puissance sont d'avantage un « mythe français » qu'une réalité commune au sein de l'Union Européenne. C'est ce que montre Bastien Nivet dans Mythes et réalités de l'Europe puissance (2019), il critique le concept « d'

Europe puissances» qu'il considère « avoir le mérite de fixer une ambition mais qui risque la désillusion si la réalité de l'action s'éloigne trop du discours ». Il montre donc qu'une Europe de la défense manque de réalité concrète et d'action de la part des pays membres. D'un autre côté, les augmentations récentes du budget militaire des pays européens pose également des limites aux ambitions d'une Europe de la défense. Dans un article publié par Le Grand Continent, « L'Europe martiale, une bombe anti-sociale » (2024), les auteurs montrent que l'augmentation de l'investissement du budget militaire entraîne forcément une baisse dans d'autres domaines, notamment sociaux (aides, santé), ce qui pourrait affecter les européens.

Néanmoins, développer la défense semble nécessaire dans un contexte « d'affolement du monde » (T. Gomant). En effet, les autres pays développent leurs capacités militaires. L'Inde développe sa flotte, la Chine ne cesse d'augmenter ses dépenses militaires (277 milliards de \$ en 2024), la Russie aussi (contexte de guerre). De plus selon certains auteurs, une puissance ne peut être considérée comme totale que lorsqu'elle possède une forte capacité militaire comme le montre Robert Kaplan dans Puissance et Faiblesse. Les États-Unis et l'Europe dans l'ordre mondial. Les États-Unis, seraient descendus de « Mars » et l'Europe de « Vénus ». Il dénonce l'usage par l'Europe du concept de « puissance normative », qui est selon lui un « cache-misère » et un « aveu de faiblesse ». Barry Eichengreen et al. illustrent une logique similaire dans « Mars or Mercury? International Currency Choice », article dans lequel

Numéro d'inscription

Né(e) le

Nom

Prénom (s)

Signature

B I A N C A

20 / 20



Épreuve : H66MC

Sujet  1 ou  2  
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille  4 /  4

Numéro de table  0  0  3

ils montrent que la puissance d'une monnaie dépend aussi de la puissance militaire du pays en question. Ce qui explique la domination du dollar sur l'euro avec 60% des réserves de change contre 21% pour l'euro et 50% des échanges mondiaux contre 33% pour l'euro.

Certes, l'Europe s'est construite sur un refus de la puissance militaire et donc n'a pas développée sa défense. Cependant, il n'y a pas de déterminisme et l'Europe semble encore capable de construire une défense commune. Il reste le défi d'acquies une vision stratégique commune pour les acteurs et de coordonner leurs actions. À court terme, la construction d'une Europe de la défense semble difficile. Néanmoins à moyen et long terme, elle est envisageable et même nécessaire si l'éloignement avec les États-Unis continue.

Camille Brugier et Piene Haroche dans « 2027: l'année de l'autonomie européenne » Le Grand Continent (2023) illustrent la nécessité pour l'Europe de développer sa défense dans un contexte où la Chine s'apprête à envahir Taïwan, ce qui entraînerait

NE RIEN ÉCRIRE

DANS CE CADRE

20 / 20

les États-Unis sur un autre terrain d'affrontements.